

Accords professionnels
IEG : INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2017
RELATIF AUX PRIMES ET AUX INDEMNITÉS AU 1^{ER} JANVIER 2018
NOR : ASET1850062M

Entre :
UFE ;
UNEMIG,

D'une part, et
CFE-CGC ;
FCE CFDT ;
CMTE CFTC ;
FNEM FO,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord, conclu en application de l'article L. 161-1 du code de l'énergie concerne la revalorisation des montants des primes, indemnités et remboursements de frais en vigueur.

Article 1^{er}

Primes et indemnités assises sur le SNB

Les primes et indemnités dont la base de calcul est le salaire national de base (SNB) évoluent en même temps que celui-ci et dans les mêmes proportions.

Il conviendra donc de se référer à la valeur du SNB au 1^{er} janvier 2018 et à son évolution par rapport à celle du 1^{er} janvier 2017.

Article 2

Autres primes et indemnités

Le montant de certaines primes et indemnités évolue au 1^{er} janvier 2018 en fonction de la variation d'indices INSEE constatée au mois de septembre 2017.

Frais de restauration

S'agissant des « frais de restauration », les signataires conviennent, pour le présent accord, d'appliquer une évolution en fonction de la variation de l'indice INSEE entre l'année 2016 et l'année 2017, soit une augmentation de 1,42 % du montant 2017.

Prime de panier

Conformément à l'accord « relatif aux primes et indemnités au 1^{er} janvier 2010 », sa valeur se voit appliquer la même évolution que celle des « frais de restauration », soit 1,42 %.

Frais d'hôtellerie⁽¹⁾

S'agissant des « frais d'hôtellerie », les signataires conviennent, pour le présent accord, d'appliquer une évolution de 0,39 % au 1^{er} janvier 2018, conformément à l'article 2, dernier alinéa, de l'accord de branche étendu du 15 décembre 2016 relatif aux primes et indemnités au 1^{er} janvier 2017.

Article 3

Dispositions finales

3.1. Champ d'application

Le présent accord s'applique, en France métropolitaine, dans les départements et régions d'outre-mer, ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, aux entreprises dont le personnel relève du statut national du personnel des industries électriques et gazières.

Eu égard à la nature du dispositif relatif à la revalorisation des primes et indemnités dans la branche et à son caractère général, le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises de la branche des IEG, y compris les entreprises de moins de 50 salariés.

3.2. Mise en œuvre

À l'issue de la procédure de signature et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans la branche professionnelle des industries électriques et gazières.

Il entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt.

3.3. Extension

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord aux ministres chargés de la transition écologique et solidaire et du travail, dans les conditions prévues par l'article L. 161-2 du code de l'énergie.

3.4. Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an et cessera de produire ses effets au 31 décembre 2018.

3.5. Dépôt et publicité

À l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la notification, le présent accord fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs signataires, des formalités de dépôt et de publicité, dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 15 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)

(1) Les variations d'indices INSEE suivantes sont constatées :

	Sept. 2016	Sept. 2017	% reval	Valeur (€)
Hôtellerie	104,11 (*)	104,52	+ 0,39 %	/
Restauration	101,65	103,09	+ 1,42 %	/
Panier	101,65	103,09	+ 1,42 %	7,49
(*) Valeur à septembre 2015 reportée par voie d'accord du 15 décembre 2016 à septembre 2016.				